



Déclaration liminaire du SNUipp-FSU



Il y a une belle hypocrisie à ce que ceux qui s'émeuvent de la place de la France aux résultats PISA soient les responsables d'un sous investissement patent et continu du système éducatif français! Personne n'est dupe, il s'agit pour ces responsables politiques d'attaquer le service public d'éducation et ses personnels pour mieux déstructurer l'école laïque.

Quelques chiffres :

- La dépense par élève dans le primaire en France est inférieure de 15% à la moyenne de l'OCDE et de 30% à la moyenne des 11 pays comparables ayant un meilleur système éducatif.

- La France compte près de 2 élèves en plus par classe que les pays de l'OCDE et 1,1 en plus que la moyenne des 11 pays comparables,

- La France compte près de 5 élèves en plus par enseignant que ces mêmes 11 pays. Cela traduit le manque de moyens pour la prise en charge des difficultés scolaires, le remplacement, le dédoublement...

On peut aussi parler des salaires : après 15 ans d'exercice, les enseignants du primaire français sont payés 37% de moins que la moyenne des enseignants des 11 pays comparables ayant un meilleur système éducatif.

Rappelons qu'il ne s'agit pas de données sorties du chapeau de notre organisation, mais bien d'informations provenant de sources telles que l'OCDE, la DEPP ...

Il est plus confortable de renvoyer systématiquement les responsabilités aux acteurs de terrain, à ceux qui, quotidiennement au contact des élèves, des familles, s'engagent, se démènent, trop souvent seuls et sans soutien pour la réussite de leurs élèves,

Il est plus confortable d'entraver ces mêmes personnels dans des procédures tatillonnes, consommatrices de temps, ineptes.

Il est plus confortable de nier en permanence la pénurie, l'absence de moyens en évoquant des situations plus dégradées dans d'autres départements!

Chacun à la place qui est la sienne pourrait objectivement observer les éléments comparatifs, relayer les besoins, exiger auprès des gouvernements les moyens nécessaires.

Il est des postures qui ne passent plus : affirmer, pour réponse unique, que, quelles que soient les insuffisances du système, c'est à l'enseignant seul dans la classe de résoudre toutes les difficultés. Ce n'est ni acceptable, ni efficace, ni responsable. Utiliser l'élément de langage qui consiste à nier l'impact du nombre d'élèves par classe sur la capacité de prise en charge ciblée est une farce.

Quel que soit le manque relevé : manque de Rased, de structure ASH, d'UPE2A ... la réponse est aussi simple, qu'indigente, c'est à l'enseignant de prendre en charge. Parfois cette affirmation est accompagnée d'une : « *confiance renouvelée à l'enseignant* » summum de la perfidie toute paternaliste !

Mesdames et messieurs les inspectrices et inspecteurs, pas de doute, les enseignants font, mais ils font seuls et ils connaissent les limites de cette pratique solitaire. Ils ont chevillé au corps la réussite de leurs élèves et ils ENRAGENT de constater que les interventions nécessaires pour aider tel ou tel élève ne sont pas disponibles.

Les opérations de carte scolaire de février ont permis d'engager une politique prometteuse dans le secteur rural. La création de postes « *soutien pédagogique* » définitifs est une réponse adaptée aux situations traitées. Néanmoins, nous nous étonnons et nous inquiétons des remontées de terrain qui indiquent une présentation de ces postes sous le seul angle de la co-

intervention. **Le SNUipp-FSU avait fait préciser de façon claire le principe de la liberté pour les équipes de mettre en œuvre ce dispositif. Il avait aussi fait préciser que l'accompagnement nécessaire de ce dispositif ne pouvait se muter en injonctions réductrices et inefficaces.**

Nous vous demandons, Monsieur l'Inspecteur d'Académie de rappeler la philosophie de ces postes à ceux qui ont la charge du suivi de leur mise en place. Nous souhaiterions aussi avoir des informations sur la forme de la formation annoncée pour ce dispositif.

La carte scolaire de février a vu aussi la création de postes de Maîtres E et de poste d'Ulis, c'est une avancée et une nécessité. Mais sur fond de mise en place d'une nouvelle formation ASH par le ministère soutenue par quelques organisations syndicales, notre département ne connaîtra aucun départ en formation dans ces spécialités. Ce n'est pas pour nous consoler, mais le constat est identique dans nombre de départements.

Il s'agit bien d'un phénomène national ayant pour origine la modification inepte et précipitée des formations ASH par le ministère. Résultat, on pourrait aboutir à une rentrée 2017 plus difficile qu'en 2016 dans ces secteurs puisque 5 postes de maîtres E et quatre postes en Ulis sont vacants.

Nous demandons que ces postes puissent être affectés en délégation rectorale à des personnels volontaires comme le permet un alinéa des modalités du mouvement. Nous rappellerons cette demande lors de l'instance de mercredi que notre organisation a demandée et obtenue. Mais nous demandons que les ambiguïtés soient levées dès aujourd'hui.

Ce qui reste le plus marquant au sortir de la carte scolaire, c'est la nouvelle augmentation du nombre d'élèves par classe pour la prochaine rentrée. Notre organisation a effectué une comparaison sur trois années du nombre d'écoles dont les effectifs prévisionnels sont supérieurs à 26 ou 27 par classe, en comptabilisant bien évidemment les élèves de deux ans. A ce moment de la carte scolaire c'est édifiant !

Pour l'instance d'aujourd'hui, si nos calculs sont exacts, le département dispose de 6,17 moyens définitifs. **Une quarantaine d'écoles nous ont transmis des informations, le document préparatoire de l'administration relève une vingtaine de situations à l'étude, ce nombre inclut des écoles à effectifs fragiles. La tâche ne va pas être simple et l'énoncé de ces chiffres indique que le service public ne recevra pas les moyens nécessaires à son bon fonctionnement. Cela signifie que l'institution laissera encore et toujours les enseignants seuls avec leur passion et leur engagement pour seule réponse !**

Des informations concomitantes et persistantes en provenance des écoles, mais aussi de mairies laissent à penser que l'inspection académique aurait communiqué sur un report de décisions à septembre dans la quasi majorité de situations de sureffectif. **Le SNUipp-FSU exige que les écoles soient dotées dès cette fin d'année des moyens indispensables à leur fonctionnement. La concurrence avec l'enseignement privé est une composante du département et nous n'acceptons pas que, trop souvent, l'administration fasse mine de l'ignorer.** Dans l'incertitude d'une création de postes, qu'on le veuille ou non, les parents font souvent le choix d'une classe à 20 dans le privé au regard d'un effectif surchargé dans le public!

Quels que soient les gouvernements et les majorités, le SNUipp, au sein de la FSU, déploie et revendique la même exigence pour l'école en toute indépendance. L'arrivée d'un ministre encore plus clairement acquis aux thèses libérales et de concurrence à tout craindre que les précédents n'est pas rassurante. **Nous ne pouvons ignorer qu'il fut l'un des artisans de la suppression massive des postes de RASED, comme nous ne pouvons ignorer sa proximité avec l'enseignement privé et quelques officines peu fréquentables telles « sens**

***commun* » émanation de la « *manif pour tous* » ou encore « *SOS éducation* » d'obédience d'extrême droite.**

Le SNUipp et la FSU développeront la même vigilance et travailleront en lien étroit avec la profession pour porter l'exigence d'une école laïque, émancipatrice et assurant la réussite de tous !

Enfin, nous dénonçons la décision d'annulation des stages de formation continue planifiés jusqu'en fin d'année scolaire. Ce choix, pris alors que des collègues s'appêtent à partir en stage, créé une vive déception, est profondément méprisante envers tous les acteurs investis dans la formation. Pour nos collègues, l'incompréhension laisse place à la colère et à la crainte. Colère de se voir retirer un maigre droit à formation pour lequel ils s'étaient préparés. Colère d'être informés au dernier moment alors que tout est en place au sein de la classe pour leur remplacement. Colère que les questions budgétaires amputent, une nouvelle fois, les projets pédagogiques. Colère que ce soient toujours les mêmes qui doivent s'adapter, mettre en parenthèses leur projet par la désorganisation de l'institution. Les craintes pour la suite sont nombreuses: l'absence de budget interdira-t-elle l'organisation de stages pour l'an prochain ? **Le SNUipp demande le maintien des stages de formation et une intervention du département auprès du Rectorat afin que le budget puisse correspondre aux besoins de la profession.**